



# AMILTON SOLUTION



ISIN : PART I FR0013310638 - PART R FR0011668730

Rapport Annuel

**Clôture au 28 Février 2022**



## Informations concernant le Fonds

<b>SOCIETE DE GESTION</b>	<b>MEESCHAERT ASSET MANAGEMENT</b> , SAS, Société de gestion de portefeuille, agréée par l'AMF (n° GP- 040-00025)- Tour Maine Montparnasse, 33 avenue du Maine 75015 Paris
<b>DEPOSITAIRE</b>	<b>CACEIS BANK</b> 1-3, Place Valhubert – 75013 Paris
<b>COMMISSAIRE AUX COMPTES</b>	<b>PricewaterhouseCoopers Audit</b> , représenté par Monsieur Amaury Couplez 63, rue de Villiers -92200 – Neuilly-sur-Seine
<b>COMMERCIALISATEUR</b>	<b>MEESCHAERT ASSET MANAGEMENT</b> , SAS, Société de gestion de portefeuille, agréée par l'AMF (n° GP- 040-00025)- Tour Maine Montparnasse, 33 avenue du Maine 75015 Paris
<b>REGIME JURIDIQUE</b>	OPCVM soumis à la Directive 2009-65/CE
<b>FORME JURIDIQUE</b>	Fonds commun de placement de droit français
<b>DATE DE CREATION</b>	26 février 2014
<b>CODE ISIN</b>	FR0013310638 (I) - FR0011668730 (R)
<b>OBJECTIF DE GESTION</b>	<p>Le Fonds a pour objectif de réaliser une performance nette de :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Part I : 4,80 % par an</li><li>- Part R : 4 %,</li></ul> <p>sur un horizon de cinq ans. Cet objectif de rendement est fondé sur les hypothèses de marché retenues par la société de gestion et ne constitue pas une garantie de rendement.</p>
<b>INDICATEUR DE REFERENCE</b>	Aucun indicateur financier n'a vocation à être utilisé pour l'appréciation de la performance du Fonds, les indicateurs disponibles n'étant pas représentatifs du mode de gestion de ce dernier
<b>SOUSCRIPTEURS CONCERNES ET PROFIL DE L'INVESTISSEUR</b>	<p>L'OPCVM pourra servir de support aux contrats d'assurance vie en unités de compte et/ou de contrats de capitalisation.</p> <p>Ce produit est destiné à des investisseurs qui recherchent une valorisation de leur épargne à moyen et long terme grâce à une allocation dynamique entre les différentes classes d'actifs (actions, obligations) au niveau mondial, et qui acceptent que cette allocation soit laissée à la libre appréciation des gérants.</p> <p>Le montant qu'il est raisonnable d'investir dans l'OPCVM dépend de la situation personnelle de l'investisseur. Pour le déterminer, l'investisseur doit tenir compte de son patrimoine personnel, de son aversion aux risques et de l'horizon de placement.</p> <p>Il est recommandé de diversifier suffisamment ses investissements afin de ne pas les exposer uniquement aux risques de cet OPCVM.</p>



## DUREE DE PLACEMENT RECOMMANDEE

5 ans minimum

## REGIME FISCAL

L'OPCVM n'est pas assujéti à l'impôt sur les sociétés ; les plus ou moins-values sont imposables entre les mains de ses porteurs de parts. Le régime fiscal applicable aux plus ou moins-values latentes ou réalisées par l'OPCVM dépend des dispositions fiscales applicables à la situation particulière de l'investisseur et/ou de la juridiction d'investissement de l'OPCVM. Si l'investisseur n'est pas sûr de sa situation fiscale, il doit s'adresser à un conseiller, un professionnel. L'OPCVM est éligible aux contrats d'assurance-vie et/ou de capitalisation au titre des unités de compte.

## CARACTERISTIQUES DES PARTS

Code ISIN	Date de création	Souscripteurs concernés	Affectation des sommes distribuables	Devise de libellé	Minimum de souscription initiale
FR0013310638 Part I	09/01/2018	Tous souscripteurs, principalement des investisseurs institutionnels	Capitalisation	Euro	1 000 €
FR0011532068 Part R	26/02/2014	Tous souscripteurs	Capitalisation	Euro	0.01 part

## PROFIL DE RISQUE :

Votre argent sera principalement investi dans des instruments financiers sélectionnés par la société de gestion. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas des marchés

Le porteur de part ne bénéficie d'aucune garantie de restitution du capital investi. Le FCP sera ainsi soumis aux risques suivants :

### **RISQUE DISCRETIONNAIRE ET ALLOCATION D'ACTIFS**

Le style de gestion discrétionnaire appliqué au Fonds repose sur l'anticipation de l'évolution des marchés et de l'allocation d'actifs faite par le gérant. Il existe un risque que le gérant ne sélectionne pas les OPC les plus performants et que l'allocation faite entre les différents marchés ne soit pas optimale. La performance du Fonds peut donc être inférieure à l'objectif de gestion et sa valeur liquidative peut avoir une performance négative



**RISQUE QUE LA PERFORMANCE NE SOIT PAS CONFORME A SES OBJECTIFS**

Il est possible que l'objectif assigné au Fonds de surperformer son indice de référence avec une volatilité inférieure ne soit pas atteint. Les performances des sous-jacents évoluent de façon plus ou moins indépendantes de celles des indices de marchés.

**RISQUE DE PERTE EN CAPITAL**

La perte en capital se produit lors de la vente d'une part à un prix inférieur à sa valeur d'achat. Le porteur de part est averti que son capital initialement investi peut ne pas lui être restitué. Le Fonds ne bénéficie d'aucune garantie ou protection en capital.

**RISQUE LIE AUX MARCHES DES ACTIONS**

L'investisseur est soumis aux risques propres aux marchés des actions. Une baisse des marchés des actions peut entraîner une baisse de la valeur liquidative du Fonds.

**RISQUE LIE A LA DETENTION DE PETITES ET MOYENNES VALEURS**

Le Fonds peut être investi dans des sociétés dites de moyennes et petites capitalisations. Le volume de ces titres peut être réduit d'où des baisses de cours qui peuvent être importantes, ce qui peut entraîner une baisse de la valeur liquidative de votre Fonds.

**RISQUE DE TAUX**

L'investisseur est soumis aux risques propres du marché obligataire. Le risque de taux correspond au risque lié à une remontée des taux des marchés obligataires, qui provoque une baisse des cours des obligations et par conséquent une baisse de la valeur liquidative du Fonds.

**RISQUE DE CREDIT**

L'investisseur peut être exposé à une dégradation de la perception par le marché de la qualité d'un émetteur ou à un risque de défaillance d'un émetteur qui pourrait entraîner une baisse de la valeur liquidative.

**RISQUE LIE A LA DETENTION D'OBLIGATIONS CONVERTIBLES**

Les obligations convertibles présentent la particularité d'introduire un risque action dans un instrument obligataire qui inclut déjà un risque de taux et de crédit. La volatilité des marchés actions étant supérieure à celle des marchés obligataires, la détention de ces instruments conduit à une augmentation du risque du portefeuille. La valeur des obligations convertibles dépend de plusieurs facteurs : niveau des taux d'intérêt, évolution du prix des actions sous-jacentes, évolution du prix du dérivé intégré dans l'obligation convertible. Ces différents éléments peuvent entraîner une baisse de la valeur liquidative du Fonds.

**RISQUE DE CONTREPARTIE**

Un risque de contrepartie résultant de l'utilisation d'instruments dérivés négociés de gré à gré. Le risque de contrepartie mesure les pertes encourues par une entité au titre de ses engagements vis à vis d'une contrepartie, en cas de défaillance de celle-ci ou de son incapacité à faire face à ses obligations contractuelles.

Le risque de contrepartie par le Fonds est limité à l'écart de cours, mais il peut entraîner une baisse de la valeur liquidative.



**RISQUE LIE AUX INVESTISSEMENTS DANS DES TITRES à HAUT RENDEMENT, APPELES « TITRES SPECULATIFS »**

L'attention des investisseurs est appelée sur la stratégie de gestion de ce Fonds, qui peut être investi en titres spéculatifs dont la notation est inexistante ou basse et qui sont négociés sur des marchés dont les modalités de fonctionnement, en termes de transparence et de liquidité, peuvent s'écarter sensiblement des standards admis sur les places boursières ou réglementées européennes. Ainsi, l'utilisation de titres « haut rendement / High Yield » pourra entraîner un risque de baisse de la valeur liquidative plus important.

**RISQUE LIE AUX MARCHES DES PAYS EMERGENTS**

Les titres d'émetteurs situés dans des pays émergents peuvent offrir une liquidité plus restreinte que ceux situés dans des pays développés. Le Fonds pouvant être exposé, uniquement via des OPC, jusqu'à 50% de son actif net aux marchés des pays émergents, sa valeur liquidative pourra baisser plus fortement et plus rapidement. En outre, l'attention des souscripteurs est attirée sur le fait que les conditions de fonctionnement et de surveillance des marchés des pays émergents peuvent s'écarter des standards prévalant sur les grandes places internationales.

**RISQUE DE CHANGE**

Le risque de change représente le risque de baisse des devises d'investissement par rapport à la devise de référence du portefeuille, l'euro. Le risque de change est direct lorsque les sous-jacents sont libellés dans une autre devise que l'euro et indirect lorsque les fonds sous-jacents sont libellés en euro mais dont les investissements sont libellés dans d'autres devises. En cas de baisse d'une devise par rapport à l'euro, la valeur liquidative pourra alors baisser sensiblement.

**RISQUE LIES A L'IMPACT DES TECHNIQUES TELLES QUE LES PRODUITS DERIVES**

L'utilisation des produits dérivés peut entraîner à la baisse sur de courtes périodes des variations sensibles de la valeur liquidative en cas d'exposition dans un sens contraire à l'évolution des marchés.

**RISQUE LIE AUX TITRES DE CREANCES SUBORDONNEES**

Il est rappelé qu'une dette est dite subordonnée lorsque son remboursement dépend du remboursement initial des autres créanciers (créanciers privilégiés, créanciers chirographaires). Ainsi, le créancier subordonné sera remboursé après les créanciers ordinaires, mais avant les actionnaires. Le taux d'intérêt de ce type de dette sera supérieur à celui des autres créances. En cas de déclenchement d'une ou plusieurs clause(s) prévue(s) dans la documentation d'émission desdits titres de créance subordonnés et plus généralement en cas d'évènement de crédit affectant l'émetteur concerné, il existe un risque de baisse de la valeur liquidative de l'OPCVM. L'utilisation des obligations subordonnées peut exposer le fonds aux risques d'annulation ou de report de coupon (à la discrétion unique de l'émetteur), d'incertitude sur la date de remboursement, ou encore



d'évaluation / rendement (le rendement attractif de ces titres pouvant être considéré comme une prime de complexité).

**RISQUE SUR MATIERES PREMIERES** Les composants matières premières pourront avoir une évolution significativement différente des marchés de valeurs mobilières traditionnelles (actions, obligations). Les facteurs climatiques et géopolitiques peuvent également altérer les niveaux d'offre et de demande du produit sous-jacent considéré, autrement dit modifier la rareté attendue de ce dernier sur le marché. Cependant les composants appartenant au même marché de matières premières parmi les trois principaux représentés, à savoir l'énergie, les métaux ou les produits agricoles, pourront en revanche avoir entre eux des évolutions plus fortement corrélées. Une évolution défavorable de ces marchés pourra faire baisser la valeur liquidative du fonds, en raison de son exposition indirecte aux matières premières via des OPC, fonds d'investissement conformes à l'Article R214-13 du COMOFI axés sur les matières premières, des IFT sur indice de contrat à terme de matières premières, des certificats sur indices de contrats à terme de matières premières.

**RISQUE EN MATIERE DE DURABILITE** Il s'agit de tout événement ou toute situation dans le domaine environnemental, social ou de la gouvernance qui, s'il survient, pourrait avoir un impact négatif réel ou potentiel sur la valeur de l'investissement. La survenance d'un tel événement ou d'une telle situation peut également conduire à une modification de la stratégie d'investissement du FCP, y compris l'exclusion des titres de certains émetteurs. Plus précisément, les effets négatifs des risques de durabilité peuvent affecter les émetteurs via une série de mécanismes, notamment : 1) une baisse des revenus; 2) des coûts plus élevés; 3) des dommages ou une dépréciation de la valeur des actifs; 4) coût du capital plus élevé ; et 5) amendes ou risques réglementaires. En raison de la nature des risques de durabilité et de sujets spécifiques tels que le changement climatique, la probabilité que les risques de durabilité aient un impact sur les rendements des produits financiers est susceptible d'augmenter à plus long terme.

**RISQUE LIE AUX OBLIGATIONS CONTINGENTES** Les CoCos sont des titres hybrides, dont l'objectif est principalement de permettre une recapitalisation de la banque ou société financière émettrice, en cas de crise financière. Ces titres disposent en effet de mécanismes d'absorption des pertes, décrits dans leurs prospectus d'émission, qui s'actionnent en général si le ratio de capital de l'émetteur passe en deçà d'un certain seuil de déclenchement ou « trigger ». Le trigger est tout d'abord mécanique : il se base généralement sur le ratio comptable CET1 (« Common Equity Tier 1 ») ramené aux actifs pondérés par le risque. Pour pallier le décalage entre les valeurs comptables et la réalité financière, il existe une clause discrétionnaire permettant au superviseur d'actionner le mécanisme d'absorption des pertes, s'il considère que l'établissement émetteur est en situation d'insolvabilité. Les CoCos sont donc soumises à



des risques spécifiques, notamment subordination à des critères de déclenchement précis (ex. dégradation du ratio de fonds propres, conversion en actions, perte en capital ou non-paiement des intérêts. L'utilisation des obligations subordonnées et notamment les obligations dites Additional Tier 1 expose le fonds aux risques suivants : - de déclenchement des clauses contingentes: si un seuil de capital est franchi, ces obligations sont soit échangées contre des actions soit subissent une réduction du capital potentiellement à 0. - d'annulation du coupon : Les paiements des coupons sur ce type d'instruments sont entièrement discrétionnaires et peuvent être annulés par l'émetteur à tout moment, pour une raison quelconque, et sans contraintes de temps. - de structure du capital : contrairement à la dette classique et sécurisée, les investisseurs sur ce type d'instruments peuvent subir une perte en capital sans faillite préalable de l'entreprise. De plus, le créancier subordonné sera remboursé après les créanciers ordinaires, mais avant les actionnaires. - de l'appel à prorogation : Ces instruments sont émis comme des instruments perpétuels, callable à des niveaux prédéterminés seulement avec l'approbation de l'autorité compétente. AMILTON SOLUTION Amilton Solution\_2022-01 Page 14 sur 26 - d'évaluation / rendement : Le rendement attractif de ces titres peut être considérée comme une prime de complexité.

Pour plus de détails, le prospectus complet est disponible sur simple demande auprès de la société de gestion. Les porteurs de parts peuvent obtenir, sur simple demande, toutes informations concernant le Fonds auprès de la société de gestion. À ce titre, la valeur liquidative est disponible auprès de la société de gestion aux horaires d'ouverture.

Le prospectus complet du Fonds et les derniers documents périodiques sont adressés dans un délai d'une semaine sur simple demande écrite adressée par le porteur auprès de MEESCHAERT ASSET MANAGEMENT  
Tour Maine Montparnasse, 33 avenue du Maine 75015 Paris.



# Rapport de gestion

## 1. ORIENTATIONS DES PLACEMENTS

La politique de gestion du Fonds active est discrétionnaire. Pour répondre à son objectif de gestion, le Fonds interviendra sur des stratégies actions, de performance absolue et obligataires, essentiellement par le biais d'OPC (actions, obligataires, monétaires, de performance absolue) ou directement via des titres vifs (actions, obligations d'Etat ou privées (Investment Grade) ou autres types d'obligations, dont convertibles ou à haut rendement (titres spéculatifs)).

La construction du portefeuille est réalisée à partir de la répartition du budget de risque du fonds entre les différentes poches (volatilité cible maximum de 6% par an), selon un scénario établi par le gérant, combinant :

- une allocation stratégique basée sur une analyse fondamentale de l'environnement macro-économique mondial et de ses perspectives d'évolution (croissance, inflation, déficits), avec un horizon moyen terme,
- et une allocation tactique visant à rechercher des opportunités de marché à court terme et/ou capter les tendances et retours à la moyenne sur différentes classes d'actifs.

Le Fonds pourra être exposé aux marchés des actions jusqu'à 75% de l'actif net, principalement, sur les pays développés, mais également, sur d'autres zones géographiques comme les pays émergents, jusqu'à 50% de l'actif net. Elle pourra être investie dans des actions de toutes capitalisations. Le Fonds pourra détenir des actions de petites et moyennes capitalisations (capitalisation boursière inférieure à 10 milliards d'euros au moment de l'investissement), dans la limite de 50% de l'actif net.

L'exposition du Fonds aux marchés des taux se situera entre -15% et 100% de l'actif net. Le Fonds pourra, notamment, investir dans des OPC obligataires flexibles, réactifs en sensibilité, sans contrainte de notation, géographique et de répartition entre dette publique et dette privée ainsi que sur des obligations convertibles, ou haut rendement (titres spéculatifs) dans la limite de 50% de l'actif net.

Le Fonds pourra, également, être exposé à des stratégies opportunistes ou alternatives (long/short, market neutral, relative value, global macro/CTA, risk premia) visant à offrir un profil de rendement positif, régulier et peu corrélé aux principaux indices dans différentes configurations de marché.

Le Fonds pourra être exposé, de manière indirecte, aux marchés des matières premières via des investissements dans des parts d'OPC, de fonds d'investissement conformes à l'Article R214-13 du COMOFI axés sur les matières premières, d'IFT sur indice de contrat à terme de matières premières, de certificats sur indices de contrats à terme de matières premières, jusqu'à 50% de son actif net.

Le Fonds pourra être exposé à un risque de change en conséquence de ses investissements sur des devises jusqu'à 100 % de l'actif net du Fonds.

Le Fonds pourra intervenir, à des fins de couverture et/ou d'exposition, sur des contrats à terme et/ou options sur actions, sur taux, sur change, sur indices (actions, taux, change, de matières premières), négociés sur des marchés réglementés, organisés et/ou de gré à gré. La limite d'engagement du Fonds sur les instruments dérivés n'excède pas 100% de son actif net.





Il résulte de l'ensemble des instruments financiers les fourchettes d'expositions suivantes :

<b>Pondération des actifs</b>	<b>Minimum</b>	<b>Maximum</b>
<b>Marché actions</b>	<b>0%</b>	<b>75%</b>
Dont petites et moyennes capitalisations	0%	50%
<b>Marché des Taux</b>	<b>-15%</b>	<b>100%</b>
Dont obligations à haut rendement (« titres spéculatifs »)	0%	50%
<b>Matières premières</b>	<b>0%</b>	<b>50%</b>
<b>Pays émergents</b>	<b>0%</b>	<b>50%</b>
<b>Risque de Change</b>	<b>0%</b>	<b>100%</b>



## 2. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

### A. Environnement économique et boursier sur l'exercice

- **Mars 2021 :**

Après l'adoption d'un plan de 1 900 milliards de dollars qui comprenait principalement des mesures de nature sociale aux Etats-Unis, Joe Biden va présenter au Congrès un nouveau plan de 2 250 milliards, sur 10 ans, axé cette fois sur les infrastructures et les enjeux de la transition climatique. Au total, ces deux plans pourraient dépasser 4 trillions de dollars et seraient partiellement financés par une hausse des impôts sur les entreprises et les revenus des ménages aisés.

En parallèle, malgré une situation sanitaire toujours préoccupante dans certaines régions du monde, les institutions internationales ont continué de revoir à la hausse leurs prévisions de croissance économique, encouragées par les campagnes vaccinales ainsi que par les publications favorables des enquêtes de conjonctures et de l'emploi.

En Europe, la BCE a annoncé l'accélération de son programme d'achat d'actifs, jugeant indésirable une remontée des taux qui pourrait dégrader les conditions de financement et donc la reprise économique. Malheureusement, en parallèle, la mise en place du plan de relance européen de 750 milliards d'euros a été retardée dans l'attente du jugement de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe.

Sur le mois, l'indice des actions mondiales MSCI World ACWI en euro avec dividendes réinvestis, a progressé de 6,03% alors que les obligations d'Etat ont souffert en raison de la hausse des taux à long terme.

- **Avril 2021 :**

Au cours du mois, les indicateurs économiques et de confiance ont été bien orientés dans les économies développées. Par ailleurs, les résultats des entreprises au premier trimestre ont renforcé le scénario d'une reprise économique solide, malgré des tensions sanitaires persistantes dans certaines régions du monde.

Aux Etats-Unis, les derniers chiffres publiés ont confirmé l'accélération de l'inflation, dans le sillage des prix de l'énergie et des matières premières. La Fed a cependant maintenu sa politique monétaire inchangée, considérant que le pic d'inflation serait temporaire et que sa priorité restait une amélioration substantielle sur le front de l'emploi.

Par ailleurs, les Etats-Unis ont réaffirmé leur ambition dans la lutte contre le réchauffement climatique. Trois mois après leur retour au sein de l'Accord de Paris, le président Joe Biden a réuni un sommet virtuel qui a permis aux dirigeants des principales puissances économiques de définir de nouveaux engagements. Afin de financer son programme d'investissement dans la transition énergétique et les infrastructures, Joe Biden a présenté un plan sur la fiscalité des ménages et des entreprises avec l'ambition d'aboutir à une réforme de la fiscalité internationale, visant tout particulièrement les multinationales.

Sur le mois, l'indice des actions mondiales MSCI World ACWI en euro et l'Euro Stoxx 50 avec dividendes réinvestis ont progressé respectivement de 1,90% et 1,82%.

- **Mai 2021 :**

Par leurs politiques monétaires accommodantes, les principales Banques centrales ont poursuivi leur soutien majeur à la reprise économique mondiale en cours. L'activité récente dans les services et la consommation des ménages a d'ailleurs confirmé le rebond des économies développées, en particulier dans les pays les plus avancés sur le plan sanitaire. Cependant, si la situation sanitaire mondiale s'améliore graduellement, favorisée par l'accélération des campagnes vaccinales, certaines inquiétudes apparaissent localement et pourraient retarder la réouverture des économies.



Aux Etats-Unis, malgré la recherche d'un consensus bipartisan, les divergences ont semblé importantes entre républicains et démocrates concernant le contenu du futur programme d'infrastructure. Par ailleurs, le financement de ce projet constitue un des enjeux majeurs des négociations.

Les marchés actions mondiaux ont marqué une pause depuis la mi-avril, principalement à cause des craintes des investisseurs sur l'inflation aux Etats-Unis. En effet, une inflation supérieure à ce qu'anticipent les Banques centrales au-delà des prochains mois pourrait infléchir la politique monétaire et entraîner une hausse des taux d'intérêt négative pour la reprise. Sur le mois, l'indice des actions mondiales MSCI World ACWI en euro avec dividendes réinvestis a stagné à -0,01%, alors que l'Euro Stoxx 50 a progressé de 2,30%.

- **Juin 2021 :**

Aux Etats-Unis, les indicateurs avancés de l'économie ont semblé confirmer que le pic d'activité avait été franchi. Néanmoins, les statistiques sur l'activité et l'emploi se sont montrées robustes et nous anticipons la poursuite d'une croissance soutenue. En Europe, la tendance est encore à l'accélération, avec la réouverture des économies et le renforcement de la campagne de vaccination. Cependant, les conditions sanitaires pourraient modifier la donne avec la progression des cas liés au variant Delta, confortant l'efficacité des vaccins face à l'apparition de cas graves.

Un des points clés du mois de juin aura été la réunion de la FED et son changement de ton. La Banque Centrale américaine a en effet surpris le marché en modifiant ses anticipations de hausse des taux directeurs, estimant une remontée possible dès 2023 pour faire face à une inflation plus importante et persistante qu'anticipée. Ce revirement a entraîné un aplatissement de la courbe des taux aux Etats-Unis, ce qui a permis aux actions américaines de monter, malgré l'indication d'une politique monétaire à venir plus restrictive.

Au niveau mondial, un accord a été trouvé sur une taxation minimale des bénéficiaires des entreprises avec un taux de 15% comme le souhaitait le G7. Si de nombreux points restent à clarifier, cet accord devrait constituer une étape historique dans la lutte contre l'optimisation fiscale et les paradis fiscaux.

Sur le mois, les indices Euro Stoxx 50 et MSCI World ACWI en euro avec dividendes réinvestis ont progressé respectivement de 0,68% et 4,46%.

- **Juillet 2021 :**

Dans les dernières semaines, nous avons observé une croissance soutenue du PIB de part et d'autre de l'Atlantique, en raison de la reprise de la consommation des ménages dans un contexte de réouverture des économies. De plus, les bénéficiaires des entreprises des pays développés ont nettement dépassé les anticipations, avec notamment des résultats records aux Etats-Unis. En parallèle, les principales Banques Centrales ont maintenu leur discours accommodant, considérant que l'inflation sera transitoire et que de nombreux secteurs restent fragilisés par la crise malgré la dynamique économique.

Outre la reprise des contaminations dans le monde, notamment dans les pays émergents qui présentent un faible taux de vaccination, la principale ombre au tableau est venue de la Chine. Le gouvernement de Xi Jinping a étendu son emprise sur les entreprises chinoises au travers d'une régulation renforcée sur le secteur de l'éducation afin d'éviter le « développement désordonné » de l'industrie alors que les autorités souhaitent favoriser la reprise de la natalité dans le pays. Ce secteur s'est ajouté à ceux de l'internet, de l'immobilier et de la santé qui font déjà l'objet d'une surveillance de l'état chinois.

Sur le mois, les indices Eurostoxx 50 et MSCI World ACWI en euro avec dividendes réinvestis ont progressé respectivement de 0,72% et 0,70% mais l'indice des pays émergents a chuté de 6,81%.

- **Août 2021 :**

Aux Etats-Unis, après l'adoption du plan bipartisan d'infrastructures par le Sénat, le projet de loi sera voté par la Chambre des représentants après une entente sur la réconciliation budgétaire. Sur le front monétaire, Jerome



Powell a tenu à Jackson Hole un discours constructif et attentiste face à une hausse de l'inflation toujours considérée comme temporaire. Le ralentissement du rythme des rachats d'actifs par la FED dépendra de l'amélioration des chiffres de l'emploi et les investisseurs ont été rassurés par l'absence de changement de politique monétaire pour l'instant.

En Europe, sous l'effet de la réouverture des économies, les chiffres d'inflation ont accéléré même si le niveau récemment atteint est sans commune mesure avec la situation américaine. Les prochaines élections en Allemagne pourraient néanmoins déboucher sur une coalition centrée sur le SPD et les verts, ce qui favoriserait la poursuite à moyen terme d'une politique monétaire européenne expansionniste.

En Chine, le gouvernement a poursuivi son action de régulation concernant de nombreux secteurs de l'économie, avec notamment de mesures fortes concernant l'éducation privée au début du mois d'août qui ont pesé sur les bourses locales.

Sur le mois, les indices Eurostoxx 50 et MSCI World ACWI en euro avec dividendes réinvestis ont progressé respectivement de 2,63% et 2,97%.

- **Septembre 2021 :**

Le mois de septembre a été difficile sur les marchés en raison des nombreuses inquiétudes qui ont gagné les investisseurs. En Chine, les perspectives de faillite du groupe immobilier Evergrande ont fait la une des médias financiers internationaux. Le gouvernement chinois a cependant semblé vouloir favoriser une restructuration qui évitera un choc majeur pour l'économie du pays.

Aux Etats-Unis, un défaut pourrait intervenir en octobre en absence d'un relèvement du plafond de la dette. Par ailleurs, des voix dissonantes au Congrès rendent incertain le vote du plan sur les infrastructures. Par ailleurs, les cours de l'énergie se sont envolés en raison d'un déficit d'offre et d'une demande élevée, notamment de la part de la Chine, qui a demandé à ses entreprises de faire des stocks avant l'hiver. Cette hausse a contribué à maintenir des niveaux d'inflation élevés mettant une pression sur les Banques Centrales des pays développés. La Fed a annoncé s'orienter désormais vers une réduction des achats de titres avant la fin de l'année alors que la présidente de la BCE a indiqué que la politique d'achats de titres et les perspectives sur les taux d'intérêt seront prochainement recalibrées.

- **Octobre 2021 :**

Aux Etats-Unis, le sénat a, comme prévu, voté une augmentation du plafond de la dette. En revanche, aucune majorité politique n'a encore été trouvée pour le projet de loi sur les infrastructures, ce qui conduira très probablement à une révision à la baisse du plan d'investissement et à l'abandon de certaines mesures phares. En parallèle, l'inflation américaine, toujours tirée par les prix de l'énergie, s'est encore inscrite à un niveau élevé et supérieur aux attentes, maintenant la pression sur la politique monétaire des banquiers centraux.

Côté européen, la BCE a constaté le redressement de l'économie européenne et a réitéré sa conviction que l'inflation serait transitoire. Un maintien de conditions financières accommodantes reste donc probable, sans hausse des taux avant au moins la fin de l'année 2022.

Le mois a été également marqué par le début de la COP26 qui peut entraîner quelques changements d'allocation sectorielle chez les investisseurs en raison des enjeux climatiques.

Sur le mois, les indices Eurostoxx 50 et MSCI World ACWI en euro avec dividendes réinvestis ont nettement rebondi, respectivement de 5,15% et 5,26%, contre seulement 1,27% pour l'indice actions des pays émergents.

- **Novembre 2021 :**

Malgré les craintes sur la montée d'une nouvelle vague de Covid, l'activité économique est restée soutenue en novembre avec une inflation américaine au plus haut et des indicateurs PMI bien orientés, en particulier en Europe et aux Etats-Unis.



Aux Etats-Unis, un accord a été trouvé sur le plan de relance lié aux infrastructures et pour prolonger le financement du gouvernement jusqu'au 18 février. En revanche, aucune décision n'a encore été prise sur le relèvement du plafond de la dette. Par ailleurs, suite à sa reconduction à la tête de la Fed, Jerome Powell a changé de tonalité. Le président de la Fed a en effet déclaré que le nouveau variant Omicron accentuait le risque inflationniste et qu'il pourrait favoriser une accélération du tapering.

Plus tôt dans le mois, la COP 26 s'était achevée sur une note mitigée avec un renoncement partiel sur l'utilisation du charbon et des financements insuffisants à destination des pays les plus vulnérables.

Sur le mois, les indices Eurostoxx 50 et MSCI Emerging Markets en euro avec dividendes réinvestis ont cédé respectivement 4,33% et 2,14%, alors que l'indice World ACWI en euro a gagné 0,34%.

- **Décembre 2021 :**

En Europe, l'actualité sanitaire a été marquée par une recrudescence des cas de Covid et le durcissement des restrictions gouvernementales qui ont pesé sur la confiance. En parallèle, la réunion de la BCE a confirmé sans surprise la fin du plan d'achat PEPP en mars 2022 et la volonté d'adopter une approche flexible et accommodante pour les prochains mois.

Aux Etats-Unis, face aux craintes inflationnistes, le plan de relance souhaité par Joe Biden devra être revu suite à une absence de majorité au Congrès.

En parallèle, la Fed a confirmé l'accélération de la réduction des rachats d'actifs, afin de lutter contre une inflation qui n'apparaît plus comme transitoire.

Parmi les autres actualités internationales, les autorités chinoises ont décidé d'une inflexion de la politique monétaire locale avec l'annonce de la baisse du taux de prêt à 1 an par la People's Bank of China (PBOC) afin de réduire le coût de financement de l'économie réelle. Notons également les tensions persistantes qui ont opposé des pays de l'OTAN et la Russie à propos de l'Ukraine, avec pour conséquences une nette hausse des prix du gaz européen et, dans une moindre mesure du pétrole.

Malgré ces nouvelles mitigées, les indices actions MSCI World ACWI, Eurostoxx 50 et MSCI Emerging Markets en euro avec dividendes réinvestis ont progressé en décembre de respectivement 2,94%, 5,81% et 1,21%.

- **Janvier 2022 :**

Les nouvelles publications d'inflation à des niveaux record ont ajouté de la pression sur la politique des banques centrales qui ne peuvent désormais plus ignorer la menace inflationniste malgré leur volonté de ne pas endommager la croissance économique. La Fed a ainsi durci sa position sur la prochaine normalisation de sa politique monétaire, ce qui a conduit les investisseurs à s'alléger à la fois sur les actions et les obligations. A l'inverse des autres grandes puissances, la Chine a fait un petit pas vers plus d'assouplissement en abaissant deux taux de référence du financement de l'économie.

La montée des tensions entre les Etats-Unis et la Russie à propos de l'Ukraine a également pesé sur le moral des investisseurs qui ont craint des conséquences sur le prix et l'approvisionnement du gaz, notamment pour l'Europe.

Par ailleurs, la propagation du variant Omicron s'est renforcée au cours du mois de janvier, pénalisant toujours les chaînes de production à travers le monde. Cependant, sa moindre gravité a permis d'éloigner le risque sanitaire des préoccupations actuelles du marché.

Dans ce contexte tendu, l'indice des actions mondiales MSCI World ACWI en euro avec dividendes réinvestis a chuté de 3,54% et l'indice Eurostoxx 50 de 2,78%.

- **Février 2022 :**

Le mois de février a été principalement marqué par les tensions entre la Russie et l'Otan qui se sont accentuées avec l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe en fin de mois. Les attaques militaires russes sur le sol ukrainien se



sont traduites par une condamnation quasi-unanime de la communauté internationale et la mise en place de lourdes sanctions économiques à l'encontre de la Russie.

Sur le plan économique, la dynamique jusqu'à présent favorable, s'est accompagnée par un renforcement des tensions inflationnistes de part et d'autre de l'Atlantique, atteignant notamment 5,1% sur un an en zone euro et 7,5% aux Etats-Unis. Le durcissement du discours des membres de la Banque Centrale américaine a cependant laissé craindre un resserrement rapide et marqué de leur politique monétaire dès le mois de mars.

Du côté des nouvelles positives, les effets de la vague Omicron se sont nettement estompés en dehors de l'Asie, ce qui s'est notamment traduit par une amélioration globale de l'activité manufacturière et le rebond des indicateurs avancés de l'économie. La guerre en Ukraine risque malheureusement de changer la situation.

Dans ce contexte tendu, l'indice des actions mondiales MSCI World ACWI en euro avec dividendes réinvestis a chuté de 2,77% et l'indice Eurostoxx 50 de 5,92%. Les investisseurs ont préféré privilégier les valeurs refuges comme l'or, tandis que les tensions inflationnistes couplées aux incertitudes sur l'offre ont alimenté la hausse du pétrole.

## B. Politique de gestion

- **Mars 2021 :**

Le fonds a progressé en mars, même si les gains ont été affectés par la poursuite de la correction sur les actions chinoises. Ces dernières, qui représentent une partie significative du portefeuille, ont souffert de la volonté du gouvernement chinois de freiner certains monopoles et de normaliser la croissance économique du pays.

En termes de gestion, nous avons tactiquement renforcé les actions européennes et plus particulièrement les secteurs « value » et cycliques dans l'anticipation d'une reprise économique qui finira par se produire en Europe. Nous avons également acheté des valeurs bancaires américaines en raison de leur sensibilité favorable à la hausse des taux d'intérêt à long terme. En parallèle, nous avons conservé une exposition obligataire très faible en raison d'une possible hausse des taux d'intérêt provoquée par la reprise cyclique mondiale.

- **Avril 2021 :**

Le fonds a continué sa progression en avril et les perspectives de reprise économique au cours des prochains mois nous ont conduits à renforcer tactiquement la part globale des actions des pays développés, principalement sur les Etats-Unis.

Profitant d'un léger repli en bourse des secteurs cycliques et value, nous avons également renforcé notre exposition aux secteurs bancaire et pétrolier qui sont venus compléter notre exposition déjà significative sur le secteur minier.

En parallèle, en raison du risque de remontée des taux, nous avons conservé une exposition obligataire globale très faible, la seule exception se limitant aux obligations chinoises que nous jugeons attractives en termes de couple rendement-risque.

- **Mai 2021 :**

Le fonds a poursuivi sa progression en mai et nous avons tactiquement conservé une exposition en actions plutôt élevée en raison des perspectives qui nous semblaient globalement favorables. Cependant, afin de réduire les risques effectifs, nous avons en partie utilisé des options dans le but de limiter la perte en cas de retournement temporaire sur les marchés.

Au cours du mois, le portefeuille est resté équilibré en termes géographiques et sectoriels, même si nous avons été temporairement surpondérés sur l'Europe et les secteurs cycliques ou value.

En parallèle, nous avons conservé une exposition obligataire globale très faible, en nous restreignant pour l'instant aux obligations chinoises qui nous semblaient attractives en termes de couple rendement-risque.



- **Juin 2021 :**

Au cours du mois, le dépassement probable du pic d'accélération de la croissance aux Etats-Unis nous a conduits à réduire la part actions pour revenir vers 50%. Nous avons essentiellement pris des bénéfices sur les marchés des pays développés qui avaient nettement progressé depuis le début de l'année. Nous avons également rééquilibré les biais du portefeuille en termes de styles, de façon ciblée et en attendant d'avoir une vue plus claire sur l'évolution de l'inflation et la réaction de la FED américaine.

Par ailleurs, nous avons globalement réduit notre exposition aux devises des pays émergents ou exportateurs de matières premières, à l'exception du rouble, en raison des bons fondamentaux de la Russie. Nous avons tactiquement fait de même avec les métaux précieux qui ne paraissent pas présenter beaucoup de catalyseurs à court terme.

En parallèle, nous sommes restés très peu exposés à l'obligataire compte tenu du niveau des taux d'intérêt. En revanche, nous avons augmenté notre pondération sur des fonds de performance absolue dont nous avons la conviction qu'ils resteront décorrélés des marchés actions même en cas de choc.

- **Juillet 2021 :**

La performance mensuelle du fonds a été affectée par la forte correction sur les actions chinoises mais la diversification du portefeuille a très largement permis d'en atténuer l'impact. Au-delà des mouvements de marché à court terme, nous avons considéré que l'attitude du gouvernement chinois pourrait nuire aux intérêts des actionnaires à moyen terme et avons donc décidé de limiter l'exposition aux actions chinoises à des niveaux légèrement plus bas que par le passé.

En parallèle, nous avons augmenté l'exposition aux valeurs technologiques américaines dont la valorisation relative reste raisonnable et qui bénéficient des taux d'intérêts maintenus actuellement très bas par l'action des Banques centrales.

En dehors de la poche actions, nous avons légèrement augmenté notre exposition à certaines devises émergentes et aux fonds de performance absolue qui ne devraient pas être affectés en cas de choc sur les marchés.

- **Août 2021 :**

Dans ce contexte plutôt favorable, le fonds affiche une performance en hausse en août, dans un environnement estival assez calme sur les marchés développés et marqué par des volumes d'échanges faibles.

Au cours du mois, nous avons remonté la part des actions sur toutes les zones géographiques à l'exception de l'Europe que nous avons surpondérée au cours des derniers mois et de la Chine dont la visibilité est actuellement réduite en raison des réformes gouvernementales. La poche thématique a également été légèrement renforcée sur les actions et les métaux liés à la transition écologique.

Parmi les autres ajustements réalisés, le plus notable a été notre couverture partielle du portefeuille contre un éventuel scénario inflationniste plus durable qu'attendu. Nous avons ainsi vendu des futures sur obligations américaines et sommes revenus partiellement sur les métaux précieux après leur baisse depuis le début de l'année.

- **Septembre 2021 :**

Sur le mois, les indices Eurostoxx 50 et MSCI World ACWI en euro avec dividendes réinvestis ont baissé respectivement de 3,41% et 2,35%.

Au cours du mois, nous avons maintenu une exposition en actions comprise entre 50% et 60%, ainsi qu'une position nette vendeuse sur les futures d'obligations américaines. En effet, même si les perspectives des actions



des pays développés semblent désormais plus limitées, nous avons considéré que le manque d'attractivité du marché obligataire pouvait entraîner des transferts de flux vers les actifs à risque comme les actions.

En termes d'arbitrages, après avoir déjà nettement réduit notre exposition aux métaux précieux au cours des derniers mois, nous avons vendu le solde de notre position en septembre. En effet, le platine et surtout le palladium devraient continuer à souffrir à court terme de la pénurie de semi-conducteurs qui limite la construction d'automobiles à moteur thermique, mais aussi de la transition qui s'amorce à plus long terme vers les véhicules électriques. En contrepartie, nous avons légèrement renforcé les stratégies thématiques liées à la transition écologique et la performance absolue.

Par ailleurs, nous avons fait varier notre exposition aux obligations chinoises en fonction de l'actualité sur le promoteur immobilier Evergrande dont la probable faillite « ordonnée » est désormais intégrée par les investisseurs.

- **Octobre 2021 :**

Au cours du mois, nous avons légèrement augmenté la part globale des actions en raison de notre vision positive sur les marchés. En effet, nous avons considéré que la persistance d'une combinaison entre une reprise économique post Covid, une création de liquidités élevées et des taux d'intérêt très bas restait toujours favorable aux actifs risqués, malgré les tensions inflationnistes actuelles. En termes géographiques, nous avons renforcé les actions européennes qui profitent encore d'une bonne croissance économique, mais aussi les actions américaines pour des raisons plus fondamentales. Nous avons également commencé à revenir sur les actions chinoises dont la baisse des prix au cours des derniers mois nous semblait déjà intégrer les actualités négatives sur la Chine tout au long de l'année.

En parallèle, nous avons légèrement réduit nos positions obligataires sur la Chine et les pays émergents et avons conservé des positions de couvertures sur les obligations d'état américaines en raison des taux réels négatifs.

- **Novembre 2021 :**

Sur le mois, la performance du fonds a été légèrement positive malgré la chute marquée des actions européennes. En termes de gestion, nous avons allégé l'exposition en actions en raison d'un possible durcissement de la politique monétaire américaine. Nous avons surtout réduit les actions américaines dans une période où elles surperformaient les autres marchés mais nous avons ensuite élargi nos ventes à d'autres zones. Nous avons ainsi pris des profits sur les actions russes et le rouble à cause de nos interrogations sur les intentions du président Poutine en l'Ukraine et à propos de la crise des migrants au Bélarus.

En contrepartie, nous avons réinvesti les liquidités dégagées sur les obligations chinoises en raison de la stabilisation de la situation immobilière locale, de la force du yuan et des taux d'intérêt attractifs. Nous avons également légèrement augmenté la thématique de la transition écologique, ainsi que nos positions d'arbitrages non directionnelles sur les matières premières.

- **Décembre 2021 :**

Dans le sillage des marchés boursiers, le fonds a affiché une performance en hausse sur le mois de décembre, notamment grâce à la bonne dynamique des actions des pays développés. Nos couvertures sur les obligations américaines ont bénéficié de la hausse des taux tandis que les actions chinoises ont pesé sur la performance, ainsi que les actifs liés à la Russie, pénalisés en fin d'année par le contexte de tensions politiques autour de l'Ukraine.

En termes de gestion, nous avons renforcé la part des fonds de performance absolue, notamment sur les arbitrages de courbes de futures sur matières premières. En contrepartie, nous avons légèrement réduit la part des obligations chinoises en raison de la volonté du gouvernement de contenir l'appréciation du yuan. Par ailleurs,





nous avons profité des variations relatives des cours entre les actions américaines et européennes pour effectuer des opérations tactiques, notamment par le biais d'options.

- **Janvier 2022 :**

Le fonds a terminé le mois en baisse, pénalisé par son exposition aux actions. La volatilité des marchés et la perspective d'un cycle de resserrement des taux monétaire plus dur que prévu nous ont incités à détenir une exposition en actions souvent légèrement en dessous de 50% avec une sous-pondération tactique sur les valeurs américaines de croissance et les actions des pays émergents hors Chine. Compte tenu du contexte tendu autour de l'Ukraine, nous avons également soldé notre position en futures sur le rouble russe.

En parallèle, nous avons légèrement renforcé les obligations c

hinoises et le fonds de performance absolue Candriam AR Equity Market Neutral. De plus, nous avons initié une position dans le fonds OFI Energy Strategic Metals spécialisé sur les métaux nécessaires à la transition énergétique.

- **Février 2022 :**

Le fonds a terminé le mois en très légère baisse, pénalisé notamment par son exposition aux actions russes que nous avons allégée avant le début de la guerre, puis soldée totalement juste après l'invasion de l'Ukraine.

Parmi les nombreuses opérations réalisées, nous avons notamment profité de la remontée des taux américains autour de 2% pour prendre des profits sur nos positions vendeuses sur les obligations américaines. En contrepartie, nous avons légèrement allégé les valeurs de croissance sensibles aux taux d'intérêt, au profit des sociétés minières et financières. Nous avons également renforcé la part des métaux industriels et précieux qui profitent de l'environnement inflationniste et des tensions géopolitiques actuelles.

## C. Principaux mouvements

### ACHATS

Nom de l'Instrument financier	Code ISIN ou Bloomberg	Montant global des mouvements sur la période
S&P500 EMINI FUT Mar22	ESH2 Index	10 992 814,71 €
GROUPAMA TRESORERIE-IC	FR0000989626	7 991 169,06 €
S&P500 EMINI FUT Dec21	ESZ1 Index	6 276 070,61 €
US 10YR NOTE (CBT)Dec21	TYZ1 Comdty	6 255 838,05 €
S&P500 EMINI FUT Sep21	ESU1 Index	5 654 663,24 €

### VENTES

Nom de l'Instrument financier	Code ISIN ou Bloomberg	Montant global des mouvements sur la période
S&P500 EMINI FUT Mar22	ESH2 Index	9 746 215,75 €
GROUPAMA TRESORERIE-IC	FR0000989626	7 985 174,80 €
S&P500 EMINI FUT Dec21	ESZ1 Index	7 178 973,47 €
US 10YR NOTE (CBT)Dec21	TYZ1 Comdty	6 384 574,39 €
EURO STOXX 50 Dec21	DE000C4SA6R6	6 318 105,00 €

## D. Détention de parts de FCP promus ou gérés par Meeschaert Amilton Asset Management au 28 février 2022



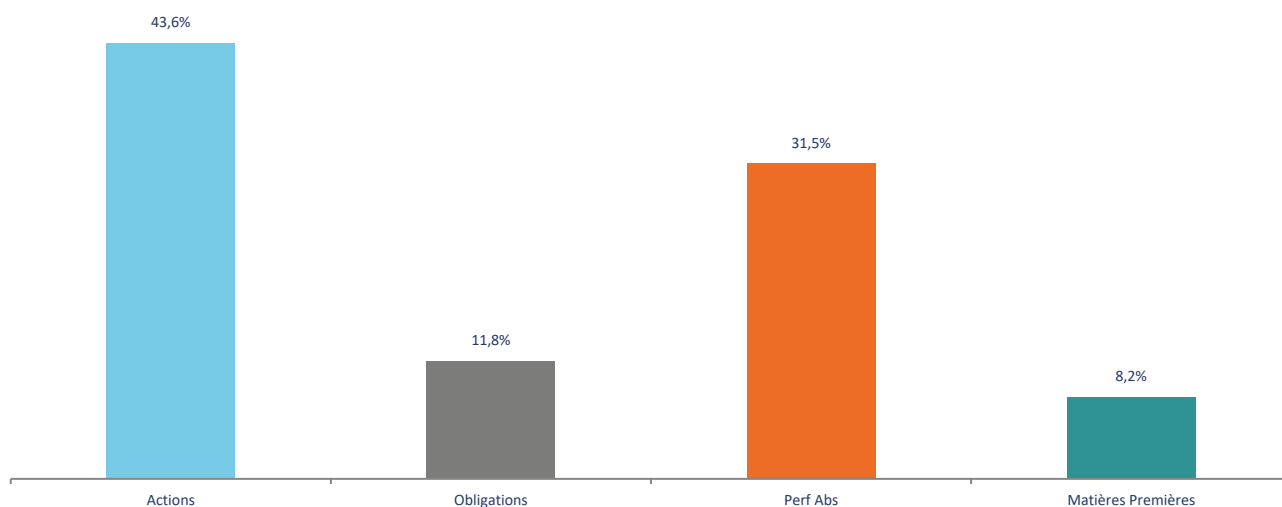
Code ISIN	Nom du fonds	Nombre de parts	VL	Valorisation	% de l'actif net
FR0012830933	AMILTON PREM EUROP I	39	22 234,47	867 144,33	2,83

### 3. PERFORMANCES

	28-févr-22		26-févr-21		Variation	
	I	R	I	R	I	R
Valeur Liquidative	11 573,80 €	127,84	11 017,72 €	122,52 €	5,05%	4,34%
Nombre de parts	412,8279	201962,4767	621,3486	210523,1640	-33,56%	-4,07%
Actif net	4 777 990,62 €	25820107,04	6 845 845,82 €	25 795 063,94 €	-30,21%	0,10%

Source CACEIS, AMILTON AM - Les performances passées ne constituent pas un indicateur fiable des performances futures.

### 4. EXPOSITIONS NETTES AU DIFFERENTES CLASSES D'ACTIFS (fin de période)



### 5. INFORMATIONS RELATIVES AUX INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES ET AUX TECHNIQUES DE GESTION EFFICACE DE PORTEFEUILLE



### Changes à terme

Date de valorisation : 28/02/2022

CONTREPARTIE	MONTANT (Devise du portefeuille : EUR)
NEANT	NEANT

### Dépôts de garantie

Date de valorisation : 28/02/2022

CONTREPARTIE	MONTANT (Devise du portefeuille : EUR)
CACEIS	303 960,30 €

### Instruments financiers dérivés

Date de valorisation : 28/02/2022

CONTREPARTIE	MONTANT (Devise du portefeuille : EUR)
CACEIS	6 271 452,73 €

## 6. TRANSPARENCE DES OPERATIONS DE FINANCEMENT SUR TITRES ET DE LA REUTILISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS – REGLEMENT SFTR – en devise de comptabilité de l'OPC (EUR)

Au cours de l'exercice, l'OPC n'a pas fait l'objet d'opérations relevant de la réglementation SFTR.

## 7. PERSPECTIVES SUR LES MARCHES

Le début de l'année a été marqué par une actualité fluctuante, avec des marchés d'actions et d'obligations qui affichent des baisses parfois marquées. La guerre en Ukraine a profondément modifié les anticipations des stratégestes qui privilégiaient notamment les actifs risqués cycliques, dont les actions européennes font partie. Le net durcissement du ton des principales Banques Centrales dans le monde pour lutter contre une inflation galopante a également surpris par son ampleur, en particulier aux Etats-Unis. Beaucoup de fonds, qu'ils soient diversifiés, investis en actions ou en obligations, ont ainsi subi des performances nettement négatives ou tout au moins de fortes fluctuations en raison d'une grande concentration sur des convictions qui ont été prises à contrepied par un environnement de marché difficile.

Même s'il est difficile de bien mesurer l'impact de toutes les forces de marchés qui se superposent actuellement, nous pensons que les marchés actions ne devraient pas s'effondrer. En revanche, il est normal d'observer un regain de volatilité avec la normalisation progressive des taux d'intérêt de la banque centrale américaine et les conséquences probablement durables de la guerre en Ukraine.

En termes de style, nous avons désormais une légère préférence pour un biais « value », notamment pour les sociétés minières, pas seulement en raison des besoins croissants de certains métaux nécessaires à la transition énergétique, mais aussi car les valorisations nous semblent actuellement refléter une fin de cycle qui n'est pas notre scénario principal. En revanche, nous restons prudents à l'égard des valeurs bancaires qui devront probablement faire face à de multiples difficultés à l'avenir malgré la remontée des taux d'intérêt qui améliorent leurs marges.

Au niveau géographique, notre préférence d'allocation est peu marquée avec cependant une prudence plus marquée sur les Etats-Unis dont les valeurs technologiques nous semblent plus vulnérables à une hausse des taux mais également à une fragmentation de la mondialisation. Les actions des autres régions présentent également des risques avec par exemple la guerre aux portes de l'Europe, la réapparition du Covid dans certaines



viles chinoises et l'inflation des produits de première nécessité qui va particulièrement affecter certains pays émergents.

Coté obligataire, le nécessaire durcissement des politiques monétaires des principales banques centrales pour enrayer l'inflation nous amène à rester prudents sur les grands marchés obligataires mondiaux. En revanche, nous sommes positifs sur les perspectives des obligations chinoises en devise locale qui ont jusqu'à présent bénéficié de la force du Yuan depuis plus d'un an, ainsi que de taux réels positifs. Cependant, nous pensons que leur intérêt relatif par rapport aux obligations d'autres pays diminuera au cours de l'année 2022 en raison des hausses de taux directeurs enclenchées par de nombreuses Banques Centrales.

Par ailleurs, l'univers des matières premières semble présenter de nombreuses opportunités en ce début d'année marqué par des tensions inflationnistes. Par exemple, les métaux industriels liés à la transition énergétique nous semblent constituer un axe porteur à long terme même si nous nous attendons dans le futur à de nombreuses corrections intermédiaires.

## **8. EVENEMENTS INTERVENUS SUR L'OPC**

Amilton Asset Management, société de gestion de votre Fonds, a décidé de procéder au transfert de la gestion du Fonds à la société de gestion Meeschaert Asset Management, agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro GP 040-00025, qui a accepté d'en reprendre la gestion.

Cette décision fait suite à la signature le 28 juin 2021 d'un Traité de fusion entre les sociétés sœurs Amilton Asset Management et Meeschaert Asset Management.

Cette opération a été agréée par l'Autorité des Marchés Financiers en date du 25 août 2021.

Ces modifications sont entrées en vigueur le 3 septembre 2021

28/01/2022 : suppression de la notion de volatilité cible dans l'objectif de gestion.

## **9. POLITIQUE DE SELECTION DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS**

Dans le cadre de ses activités de gestion collective et pour le compte de tiers, MEESCHAERTAM n'a pas un accès direct aux marchés et n'exécute pas elle-même les ordres résultant de ses décisions d'investissement ; la Société fait appel aux services d'intermédiaires.

Conformément à la réglementation, MEESCHAERTAM a l'obligation d'agir au mieux des intérêts de ses clients et des porteurs de parts lorsqu'elle transmet pour exécution des ordres auprès d'autres entités, résultant de ses décisions d'investissement.

MEESCHAERTAM s'assure, donc, de sélectionner, avec soin, ses intermédiaires, de vérifier qu'ils disposent de mécanismes d'exécution d'ordres visant à obtenir le meilleur résultat possible pour ses clients et porteurs de parts et de les évaluer annuellement.

Les critères de sélection et d'évaluation des intermédiaires sont, notamment, les suivants :

- la qualité de l'exécution des ordres,
- la rapidité de l'exécution des ordres,
- la probabilité de l'exécution des ordres,



- la taille et la nature des ordres,

Le coût total de la transaction reste néanmoins le critère prépondérant.

La politique de meilleure sélection des intermédiaires de Meeschaert Asset Management est accessible sur le site Internet de la Société : [www.meeschaertassetmanagement.com](http://www.meeschaertassetmanagement.com)

## 10. POLITIQUE D'EXECUTION DES ORDRES : N/A

## 11. POLITIQUE D'EXERCICE DES DROITS DE VOTE

La société de gestion MEESCHAERT ASSET MANAGEMENT a élaboré une politique de droits de vote, mise à jour en tant que de besoin et qui présente les conditions dans lesquelles elle entend exercer les droits de vote attachés aux titres détenus par les OPC dont elle assure la gestion.

Le document « politique de vote » et le rapport rendant compte des conditions dans lesquelles les droits de vote ont été exercés sont consultables sur le site internet [www.meeschaertassetmanagement.com](http://www.meeschaertassetmanagement.com) ou adressés à tout porteur qui en ferait la demande auprès de MEESCHAERT ASSET MANAGEMENT Tour Maine Montparnasse, 33 avenue du Maine 75015 Paris.

## 12. FRAIS DE RETOCESSIONS ET D'INTERMEDIATION

### A. Commissions de Souscription/Rachat

Frais à la charge de l'investisseur, prélevés lors des souscriptions et des rachats	Assiette	Taux barème
Commission de souscription non acquise à l'OPC	valeur liquidative × nombre de parts	2,00% maximum
Commission de souscription acquise à l'OPC	Néant	Néant
Commission de rachat non acquise à l'OPC	Néant	Néant
Commission de rachat acquise à l'OPC	Néant	Néant

### B. Frais de Gestion

Frais facturés à l'OPC	Assiette	Taux barème
Frais de gestion financière	Actif Net	Part R : 1,45% TTC maximum Part I : 0,70% TTC maximum
Frais administratifs externes à la société de gestion	Actif Net	0,30% TTC maximum
Frais indirects maximum (commissions et frais de gestion)	Actif Net	3,00% maximum



<b>Commissions de mouvement</b>	Prélèvement à chaque transaction	<u>Société de gestion</u> : Néant  <u>Dépositaire</u> : Néant
<b>Commission de surperformance</b>	Actif Net	<b>18 % de la performance produite au-delà de 4% par an TTC par an, pour la part R, et 4,80% par an TTC, pour la part I.</b> La période de référence pour le calcul de la commission de surperformance débute le 1er mars de chaque année et se termine au dernier jour de bourse du mois de février de l'année suivante. Les rachats survenus sur la période de calcul donneront lieu à un versement anticipé pour leur quote-part de frais variables. Les frais de gestion variables sont provisionnés à chaque valeur liquidative et prélevés annuellement par période de 12 mois.

### 1. CRITERES ENVIRONNEMENTAUX, SOCIAUX ET DE GOUVERNANCE – Art. 173 de la LTECV

Le critère Environnemental désigne l'impact direct ou indirect de l'activité d'un émetteur sur l'environnement. Le critère Social/Sociétal désigne l'impact direct ou indirect de l'activité d'un émetteur sur ses parties prenantes (clients, fournisseurs, collectivités locales, salariés...), en référence à des valeurs universelles (droits humains, normes internationales du travail, lutte contre la corruption...). Le critère « Gouvernance » désigne l'ensemble des processus et organisations internes de l'entreprise qui influent sur la manière dont elle est dirigée, administrée et contrôlée. Il inclut aussi les relations entre les nombreuses parties prenantes et les objectifs qui gouvernent l'entreprise. Parmi ces acteurs principaux, on retrouve notamment, les actionnaires, la direction et le conseil d'administration de l'entreprise. L'équipe de gestion s'emploie à sélectionner, de manière rigoureuse, les composants de l'actif des OPC, cependant **la prise en compte simultanément des critères relatifs au respect des objectifs ESG n'a été pas retenue.**

Conformément au règlement (UE) 2020/852 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 (dit "Règlement Taxonomie"), les investissements sous-jacents à ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union Européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

### 2. METHODE DE CALCUL DU RISQUE GLOBAL

Le calcul de risque global s'effectue selon la méthode de l'engagement.

### 3. POLITIQUE DE REMUNERATION

Meeschaert AM a mis en place une politique de rémunération pour les catégories de personnel dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de la société de gestion ou des OPCVM.

Ces catégories de personnel comprennent les gérants, les membres du Directoire comprenant la Direction générale, les preneurs de risques, les personnes exerçant une fonction de contrôle, les personnes qui ont le pouvoir d'exercer une influence sur les salariés et tous les salariés recevant une rémunération totale se situant dans la même tranche de rémunération que les preneurs de risques et la Direction Générale.



Cette Politique détaille les grands principes relatifs à la détermination et au versement des rémunérations. La Politique est déterminée de manière à éviter les situations de conflits d'intérêts et les prises de risques inconsidérées ou incompatibles avec les profils de risque des OPC qu'elle gère et de manière générale, avec l'intérêt de ses porteurs de parts.

Les détails de la Politique de rémunération actualisée sont disponibles sur le site Internet de la société de gestion à l'adresse [www.meeschaertassetmanagement.com](http://www.meeschaertassetmanagement.com). Un exemplaire papier est mis à disposition gratuitement sur demande.

Meeschaert AM a mis en place un comité de rémunération organisé conformément aux règles internes en conformité avec les principes énoncés dans la Directive 2009/65/EC et la Directive 2011/61/EU.

MEESCHAERT Asset Management a versé à son personnel sur son exercice clos au 31 décembre 2021 les montants suivants :

- Montant total brut des rémunérations fixes versées (excluant les paiements ou avantages pouvant être considérés comme faisant partie d'une politique générale et non discrétionnaire et n'ayant aucun effet incitatif sur la gestion des risques) : 4 007 k€
- Montant total brut des rémunérations variables versées : 1 266 k€.
- Nombre de bénéficiaires : 49.

Montant agrégé des rémunérations, ventilé entre les cadres supérieurs et les membres du personnel du gestionnaire dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risque du fonds. Les systèmes de MEESCHAERT Asset Management ne permettent pas une telle identification par fonds ;

Aussi les chiffres ci-dessous présentent le montant agrégé des rémunérations au niveau global de MEESCHAERT Asset Management :

- Montant agrégé des rémunérations des cadres supérieurs : 1 162 k€ .
- Montant agrégé des rémunérations des membres du personnel de MEESCHAERT Asset Management dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risque des fonds dont elle est la société de gestion (excluant les cadres supérieurs) : 2 657 k€

#### **4. GESTION DES RISQUES LIES AUX ACTIVITES**

Pour couvrir ses risques éventuels en matière de responsabilité professionnelle auxquels est exposé MEESCHAERT ASSET MANAGEMENT dans le cadre ses activités, la Société dispose :

- d'une part, de fonds propres ad hoc pour couvrir les risques éventuels en matière de responsabilité pour négligence professionnelle,
- d'autre part, d'une assurance responsabilité civile.

Sur les trois dernières années, MEESCHAERT ASSET MANAGEMENT n'a versé aucune indemnisation à des clients au titre d'une perte ou d'un dommage causé par une personne agissant sous la responsabilité de la Société.



**AMILTON SOLUTION**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS  
Exercice clos le 28 février 2022**





**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS  
Exercice clos le 28 février 2022**

**AMILTON SOLUTION**  
OPCVM CONSTITUE SOUS FORME DE FONDS COMMUN DE PLACEMENT  
Régé par le Code monétaire et financier

Société de gestion  
MEESCHAERT ASSET MANAGEMENT  
Tour Maine Montparnasse  
33 avenue du Maine  
75755 PARIS Cedex 15

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'OPCVM constitué sous forme de fonds commun de placement AMILTON SOLUTION relatifs à l'exercice clos le 28 février 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'OPCVM constitué sous forme de fonds commun de placement à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/03/2021 à la date d'émission de notre rapport.

---

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex  
T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, [www.pwc.fr](http://www.pwc.fr)*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Nice, Paris, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.



AMILTON SOLUTION

### **Justification des appréciations**

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les Organismes de Placements Collectifs, leurs investissements et l'évaluation des actifs et passifs correspondants. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur la gestion opérationnelle des Organismes de Placements Collectifs et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance que les appréciations qui, selon notre jugement professionnel ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion.

---

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex  
T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, [www.pwc.fr](http://www.pwc.fr)*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Nice, Paris, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

### **Responsabilités de la société de gestion relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité du fonds à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le fonds ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été établis par la société de gestion.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

#### ***Objectif et démarche d'audit***

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion du fonds.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société de gestion, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du fonds à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

En application de la loi, nous vous signalons que nous n'avons pas été en mesure d'émettre le présent rapport dans les délais réglementaires compte tenu de la réception tardive de certains documents nécessaires à la finalisation de nos travaux.

Neuilly sur Seine, date de la signature électronique

*Document authentifié par signature électronique*  
Le commissaire aux comptes  
PricewaterhouseCoopers Audit  
Amaury Couplez

2022.06.24 11:45:45 +0200



## BILAN ACTIF AU 28/02/2022 EN EUR

	28/02/2022	26/02/2021
<b>IMMOBILISATIONS NETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>DÉPÔTS</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>INSTRUMENTS FINANCIERS</b>	<b>28 236 914,70</b>	<b>30 498 416,89</b>
<b>Actions et valeurs assimilées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
<b>Obligations et valeurs assimilées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
<b>Titres de créances</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Négoiés sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Titres de créances négociables	0,00	0,00
Autres titres de créances	0,00	0,00
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
<b>Organismes de placement collectif</b>	<b>28 177 479,53</b>	<b>30 081 518,43</b>
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays	28 177 479,53	30 081 518,43
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'UE	0,00	0,00
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations cotés	0,00	0,00
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations non cotés	0,00	0,00
Autres organismes non européens	0,00	0,00
<b>Opérations temporaires sur titres</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Créances représentatives de titres reçus en pension	0,00	0,00
Créances représentatives de titres prêtés	0,00	0,00
Titres empruntés	0,00	0,00
Titres donnés en pension	0,00	0,00
Autres opérations temporaires	0,00	0,00
<b>Instruments financiers à terme</b>	<b>59 435,17</b>	<b>416 898,46</b>
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	59 435,17	416 898,46
Autres opérations	0,00	0,00
<b>Autres instruments financiers</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>CRÉANCES</b>	<b>828 918,10</b>	<b>1 237 870,06</b>
Opérations de change à terme de devises	0,00	0,00
Autres	828 918,10	1 237 870,06
<b>COMPTES FINANCIERS</b>	<b>1 700 766,88</b>	<b>1 848 627,22</b>
Liquidités	1 700 766,88	1 848 627,22
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>30 766 599,68</b>	<b>33 584 914,17</b>

## BILAN PASSIF AU 28/02/2022 EN EUR

	28/02/2022	26/02/2021
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital	28 691 173,43	33 002 940,63
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)	0,00	0,00
Report à nouveau (a)	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes de l'exercice (a,b)	2 388 954,90	453 927,01
Résultat de l'exercice (a,b)	-482 030,67	-815 957,88
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES *</b>	<b>30 598 097,66</b>	<b>32 640 909,76</b>
<i>* Montant représentatif de l'actif net</i>		
<b>INSTRUMENTS FINANCIERS</b>	<b>59 435,18</b>	<b>332 700,54</b>
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00
Dettes représentatives de titres donnés en pension	0,00	0,00
Dettes représentatives de titres empruntés	0,00	0,00
Autres opérations temporaires	0,00	0,00
Instruments financiers à terme	59 435,18	332 700,54
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	59 435,18	332 700,54
Autres opérations	0,00	0,00
<b>DETTES</b>	<b>109 066,84</b>	<b>611 303,87</b>
Opérations de change à terme de devises	0,00	0,00
Autres	109 066,84	611 303,87
<b>COMPTES FINANCIERS</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Concours bancaires courants	0,00	0,00
Emprunts	0,00	0,00
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>30 766 599,68</b>	<b>33 584 914,17</b>

(a) Y compris comptes de régularisation

(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice

## HORS-BILAN AU 28/02/2022 EN EUR

	28/02/2022	26/02/2021
<b>OPÉRATIONS DE COUVERTURE</b>		
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés		
Contrats futures		
SP 500 MINI 0321	0,00	1 412 209,59
Engagement sur marché de gré à gré		
Autres engagements		
<b>AUTRES OPÉRATIONS</b>		
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés		
Contrats futures		
US TBOND 30 0621	0,00	655 868,97
SP 500 MINI 0322	1 166 666,67	0,00
HANG SENG FUT 0321	0,00	2 460 433,95
OSFT TOPIX IN 0321	0,00	580 119,20
OSFT TOPIX IN 0322	730 880,29	0,00
EURO STOXX 50 0321	0,00	4 896 450,00
EURO STOXX 50 0322	589 050,00	0,00
CD CADUSD 0322	1 403 579,06	0,00
EAD2 EURAUD 0321	0,00	1 499 138,92
EC EURUSD 0321	0,00	1 244 181,50
ICE EUR/NOK 0321	0,00	1 373 651,74
PE MXNUSD 0321	0,00	589 223,92
PE MXNUSD 0322	2 381 276,71	0,00
PE MXNUSD 0621	0,00	583 662,88
RU USDRUB 0321	0,00	1 376 359,37
Options		
S&P 500 INDEX 06/2021 CALL 4200	0,00	1 324 221,45
S&P 500 INDEX 06/2021 PUT 3400	0,00	811 873,87
DJ EURO STOXX 50 05/2021 CALL 3800	0,00	2 880 060,48
Engagement sur marché de gré à gré		
Autres engagements		

## COMPTE DE RÉSULTAT AU 28/02/2022 EN EUR

	28/02/2022	26/02/2021
<b>Produits sur opérations financières</b>		
Produits sur dépôts et sur comptes financiers	675,08	334,73
Produits sur actions et valeurs assimilées	2 851,35	374,68
Produits sur obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00
Produits sur titres de créances	0,00	2 000,00
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres	0,00	0,00
Produits sur instruments financiers à terme	0,00	0,00
Autres produits financiers	0,00	0,00
<b>TOTAL (1)</b>	<b>3 526,43</b>	<b>2 709,41</b>
<b>Charges sur opérations financières</b>		
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres	0,00	0,00
Charges sur instruments financiers à terme	0,00	0,00
Charges sur dettes financières	7 218,99	9 482,86
Autres charges financières	0,00	0,00
<b>TOTAL (2)</b>	<b>7 218,99</b>	<b>9 482,86</b>
<b>RÉSULTAT SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES (1 - 2)</b>	<b>-3 692,56</b>	<b>-6 773,45</b>
Autres produits (3)	0,00	0,00
Frais de gestion et dotations aux amortissements (4)	516 236,44	869 991,30
<b>RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (L. 214-17-1) (1 - 2 + 3 - 4)</b>	<b>-519 929,00</b>	<b>-876 764,75</b>
Régularisation des revenus de l'exercice (5)	37 898,33	60 806,87
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (6)	0,00	0,00
<b>RÉSULTAT (1 - 2 + 3 - 4 + 5 - 6)</b>	<b>-482 030,67</b>	<b>-815 957,88</b>



# ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS

## 1. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2014-01, modifié.

Les principes généraux de la comptabilité s'appliquent :

- image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité,
- régularité, sincérité,
- prudence,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.

Le mode de comptabilisation retenu pour l'enregistrement des produits des titres à revenu fixe est celui des intérêts encaissés.

Les entrées et les cessions de titres sont comptabilisées frais exclus.

La devise de référence de la comptabilité du portefeuille est en euro.

La durée de l'exercice est de 12 mois.

### Information sur les incidences liées à la crise du COVID-19

Les comptes ont été établis par la société de gestion sur la base des éléments disponibles dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19.

### Règles d'évaluation des actifs

Les instruments financiers et valeurs négociées sur un marché réglementé sont évalués au prix du marché, lors de chaque valeur liquidative et à l'arrêté des comptes, en cours de clôture. Toutefois, les instruments ci-dessous sont évalués selon des méthodes spécifiques :

- Les instruments financiers

- Les actions

Les actions sont valorisées au prix du marché, en cours de clôture.

- Les obligations

Les obligations sont valorisées sur la base d'une moyenne de cours contribués récupérés quotidiennement auprès des teneurs de marchés et converties si nécessaire en euro suivant le cours WMR de la devise au jour de l'évaluation.

- Les titres de créances négociables

Les titres de créances négociables sont valorisés selon les règles suivantes :

- Les BTAN et les BTF sont valorisés sur la base d'une moyenne de cours contribués récupérés auprès des teneurs de marché. Les BTAN et les BTF d'une durée inférieure à 3 mois sont évalués de façon linéaire.

- Les autres titres de créances négociables à taux fixe (titres négociables à court terme – anciennement appelés « certificats de dépôts et billets de trésorerie » -, bons des institutions financières...) sont évalués sur la base du prix de marché, ou en l'absence de prix de marché incontestables ils sont valorisés par application d'une courbe de taux éventuellement corrigée d'une marge calculée en fonction des caractéristiques du titre. Toutefois, les titres de créances négociables dont la durée de vie résiduelle est inférieure ou égale à 3 mois sont évalués de façon linéaire.

- Les titres de créances à taux variable non cotés sont valorisés au prix de revient corrigé des variations éventuelles du spread de crédit.

- Les parts ou actions d'OPC :

Les parts ou actions d'OPC sont évaluées à la dernière valeur liquidative connue ;

➤ Les titres qui font l'objet de contrats de cession ou d'acquisition temporaire sont évalués en conformité avec la réglementation en vigueur selon les conditions du contrat d'origine.

- Les instruments financiers à terme réglementés et de gré à gré

- Les marchés à terme ferme et conditionnels organisés

Les engagements sur les marchés à terme et conditionnels organisés (options, « futures ») sont valorisés sur la base des cours de clôture.

- Les autres types de swaps

Les swaps sont valorisés selon les règles suivantes :

Les swaps d'une durée de vie inférieure ou égale à 3 mois sont valorisés linéairement.

Les swaps d'une durée restant à courir supérieure à 3 mois sont valorisés par la méthode du taux de retournement suivant une courbe zéro coupon.

- Les acquisitions et cessions temporaires de titres

Les contrats de cessions et d'acquisitions temporaires sur valeurs mobilières et opérations assimilables sont valorisés au cours du contrat ajusté des appels de marge éventuels.

Pour les valeurs mobilières non cotées ou celles dont le cours n'a pas été coté le jour de l'évaluation, ainsi que pour les autres éléments du bilan, la société de gestion corrige leur évaluation en fonction des variations que les événements en cours rendent probables

#### **Dépôts :**

Les dépôts sont effectués auprès d'un établissement de crédit dont le siège est établi dans un état membre de l'Union Européenne. Ces dépôts pourront contribuer dans la limite de 10% de l'actif net à la réalisation de l'objectif de gestion ou permettront au Fonds de gérer sa trésorerie.

#### **Actions, obligations et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé :**

- Les obligations et actions européennes sont valorisées au cours de clôture, les titres étrangers au dernier cours connu.

- Les warrants ou bons de souscription obtenus gratuitement lors de placements privés ou d'augmentation de capital seront valorisés dès leurs admissions sur un marché réglementé.

#### **Titres de créances négociables :**

- Les titres de créances et assimilés négociables qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués par l'application d'une méthode actuarielle, le taux retenu étant celui des émissions de titres équivalents affectés, le cas échéant, d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur du titre.

Toutefois, les titres de créances négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois et en l'absence de sensibilité particulière pourront être évalués selon la méthode linéaire.

\_ Les titres de créances négociables dont la durée de vie est inférieure à 3 mois sont valorisés au taux de négociation d'achat. Un amortissement de la décote ou de la surcote est pratiqué de façon linéaire sur la durée de vie du TCN.

\_ Les titres de créances négociables dont la durée de vie est supérieure à 3 mois sont valorisés au taux de marché.

#### **OPC détenus :**

Les parts ou actions d'OPC seront valorisées à la dernière valeur liquidative connue.

#### **Opérations temporaires sur titres :**

• Les titres qui font l'objet de contrats de cession ou d'acquisition temporaire sont évalués en conformité avec la réglementation en vigueur selon les conditions du contrat d'origine.

#### **Actions, obligations et autres valeurs non négociées sur un marché réglementé ou assimilé :**

• Les instruments financiers non négociés sur un marché réglementé sont évalués sous la responsabilité de la société de gestion à la valeur probable de négociation.

#### **Instruments financiers à terme :**

##### **Instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou assimilé :**

\_ Les opérations sur les marchés à terme ferme sont valorisées au cours de compensation et les opérations conditionnelles selon le titre du support.

\_ La valeur de marché pour les contrats à terme ferme est égale au cours en euro multiplié par le nombre de contrats.

\_ La valeur de marché pour les opérations conditionnelles est égale à la traduction en équivalent sous-jacent.

##### **Instruments financiers à terme non négociés sur un marché réglementé ou assimilé :**

#### **Les swaps :**

Les swaps de taux sont valorisés au taux de marché conformément aux dispositions contractuelles.

### Engagements Hors Bilan :

Les opérations de hors-bilan sont évaluées à la valeur de marché.

\_ Les contrats à terme fermes sont calculés à la valeur de marché. Elle est égale au cours (ou à l'estimation, si l'opération est réalisée de gré à gré) multiplié par le nombre de contrats, multiplié par le nominal et éventuellement par le cours de la devise.

\_ Les opérations conditionnelles sont calculées à la valeur de marché qui est la traduction en équivalent sous-jacent de l'option. Cette traduction consiste à multiplier le nombre d'options par un delta, éventuellement par le cours de la devise, la quotité, le nominal et le cours du sous-jacent. Le delta résulte d'un modèle mathématique dont les paramètres sont : le cours du sous-jacent, la durée à l'échéance, le taux d'intérêt court terme le prix d'exercice de l'option et la volatilité du sous-jacent.

\_ Les engagements des swaps sont égaux au notionnel du swap.

### Frais de gestion

Ces frais recouvrent tous les frais facturés directement à l'OPCVM, à l'exception des frais de transactions. Les frais de transaction incluent les frais d'intermédiation (courtage, impôts de bourse,...) et la commission de mouvement, le cas échéant, qui peut être perçue notamment par le dépositaire et la société de gestion.

Aux frais de fonctionnement et de gestion peuvent s'ajouter :

- des commissions de surperformance. Celles-ci rémunèrent la société de gestion dès lors que l'OPCVM a dépassé ses objectifs. Elles sont donc facturées à l'OPCVM,
- des commissions de mouvement facturées à l'OPCVM.

Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPCVM, se reporter à la partie « Frais » du DICI..

Frais facturés à l'OPCVM	Assiette	Taux barème
Frais de gestion financière	Actif Net	Part R : 1,45 % TTC maximum Part I : 0,70 % TTC maximum
Frais administratifs externes à la société de gestion	Actif net	0,30% TTC maximum
Frais indirects maximum (commissions et frais de gestion)	Actif net	3,00 % TTC maximum
Commissions de mouvement	Prélèvement à chaque transaction	Société de gestion : Néant Dépositaire : Néant
Commission de surperformance	Actif Net	18 % de la performance produite au-delà de 4% par an TTC par an, pour la part R, et 4,80% par an TTC, pour la part I.  La période de référence pour le calcul de la commission de surperformance débute le 1er mars de chaque année et se termine au dernier jour de bourse du mois de février de l'année suivante.  Les rachats survenus sur la période de calcul donneront lieu à un versement anticipé pour leur quote-part de frais variables.  Les frais de gestion variables sont provisionnés à chaque valeur liquidative et prélevés annuellement par période de 12 mois

## **DESCRIPTION DE LA METHODE DE CALCUL DES FRAIS DE GESTION VARIABLES :**

Les frais de gestion variables correspondent à une commission de surperformance.

Période de référence :

La commission de surperformance se calcule sur une période de référence de 12 mois, du 1er mars au dernier jour de bourse de février.

En cas de création d'une nouvelle part, la commission de surperformance se calcule, pour le premier exercice, de la date de création de ladite part au dernier jour de bourse de février, avec une période de référence minimum de 12 mois.

Base et assiette de calcul :

La performance du Fonds est calculée selon la méthode indiquée, c'est-à-dire par référence à un fonds indicé réalisant une performance annuelle de 4% pour la part R et de 4,80% pour la part I et enregistrant les mêmes variations de souscriptions et de rachats que le Fonds réel.

La performance du Fonds/fonds indicé est déterminée par rapport à son actif comptable/actif indicé après prise en compte des frais de gestion fixes et avant prise en compte de la commission de surperformance.

Provision :

Dès lors que la performance du Fonds depuis le début de la période de référence est supérieure à celle du fonds indicé, une provision de 18% de cette surperformance est constituée à chaque calcul de la valeur liquidative.

Reprise de provision :

Dans le cas d'une sous-performance du Fonds par rapport au fonds indicé, toute provision passée précédemment sera réajustée par une reprise sur provision (hors frais de gestion variables figés liés aux rachats et définitivement acquis à la société de gestion). Les reprises sur provision sont plafonnées à hauteur des dotations antérieures.

Prélèvement :

Cette commission variable ne sera définitivement perçue qu'en fin de période de référence seulement si, sur la période de référence, la performance du Fonds est supérieure à celle du fonds indicé. Elle est prélevée annuellement au bénéfice de la société de gestion sur la dernière valeur liquidative de la période de référence, sous réserve, qu'à cette date, la période de référence soit au minimum égale à douze mois.

Les rachats survenus en cours d'exercice donneront lieu à un versement anticipé pour leur quote-part de frais variables.

Un descriptif de la méthode utilisée pour le calcul de la commission de surperformance est disponible auprès de la Société de Gestion.

Ces frais seront directement imputés au compte de résultat du Fonds.

### **Affectation des sommes distribuables**

#### ***Définition des sommes distribuables***

Les sommes distribuables sont constituées par :

#### ***Le résultat :***

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrrages, primes et lots, dividendes, jetons de présence et tous autres produits relatifs aux titres constituant le portefeuille, majorés du produit des sommes momentanément disponibles et diminué du montant des frais de gestion et de la charge des emprunts.

Il est augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus.

**Les Plus et Moins-values :**

Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

**Modalités d'affectation des sommes distribuables :**

<i>Part(s)</i>	<i>Affectation du résultat net</i>	<i>Affectation des plus ou moins-values nettes réalisées</i>
Parts AMILTON SOLUTION I	Capitalisation	Capitalisation
Parts AMILTON SOLUTION R	Capitalisation	Capitalisation

## 2. ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET AU 28/02/2022 EN EUR

	28/02/2022	26/02/2021
<b>ACTIF NET EN DÉBUT D'EXERCICE</b>	<b>32 640 909,76</b>	<b>34 839 035,67</b>
Souscriptions (y compris les commissions de souscriptions acquises à l'OPC)	8 932 794,20	8 584 524,60
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'OPC)	-12 462 817,86	-13 128 581,13
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	3 061 939,06	5 026 581,56
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	-718 268,25	-1 909 928,32
Plus-values réalisées sur instruments financiers à terme	4 568 110,27	24 481 363,20
Moins-values réalisées sur instruments financiers à terme	-4 425 397,26	-27 234 982,50
Frais de transactions	-106 930,86	-223 109,79
Différences de change	189 693,06	-311 187,73
Variations de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers	-733 542,44	2 314 040,74
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	<i>1 779 556,51</i>	<i>2 513 098,95</i>
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	<i>-2 513 098,95</i>	<i>-199 058,21</i>
Variations de la différence d'estimation des instruments financiers à terme	171 536,98	1 079 918,21
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	<i>24 565,89</i>	<i>-146 971,09</i>
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	<i>146 971,09</i>	<i>1 226 889,30</i>
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes	0,00	0,00
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat	0,00	0,00
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	-519 929,00	-876 764,75
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes	0,00	0,00
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat	0,00	0,00
Autres éléments	0,00	0,00
<b>ACTIF NET EN FIN D'EXERCICE</b>	<b>30 598 097,66</b>	<b>32 640 909,76</b>

### 3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

#### 3.1. VENTILATION PAR NATURE JURIDIQUE OU ÉCONOMIQUE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

	Montant	%
<b>ACTIF</b>		
<b>OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES</b>		
TOTAL OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES	0,00	0,00
<b>TITRES DE CRÉANCES</b>		
TOTAL TITRES DE CRÉANCES	0,00	0,00
<b>PASSIF</b>		
<b>OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS</b>		
TOTAL OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS	0,00	0,00
<b>HORS-BILAN</b>		
<b>OPÉRATIONS DE COUVERTURE</b>		
TOTAL OPÉRATIONS DE COUVERTURE	0,00	0,00
<b>AUTRES OPÉRATIONS</b>		
Actions	2 486 596,96	8,13
Change	3 784 855,77	12,37
<b>TOTAL AUTRES OPÉRATIONS</b>	<b>6 271 452,73</b>	<b>20,50</b>

### 3.2. VENTILATION PAR NATURE DE TAUX DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
<b>ACTIF</b>								
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 700 766,88	5,56
<b>PASSIF</b>								
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>HORS-BILAN</b>								
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

### 3.3. VENTILATION PAR MATURITÉ RÉSIDUELLE DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN(\*)

	< 3 mois	%	]3 mois - 1 an]	%	]1 - 3 ans]	%	]3 - 5 ans]	%	> 5 ans	%
<b>ACTIF</b>										
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	1 700 766,88	5,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>PASSIF</b>										
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>HORS-BILAN</b>										
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(\*) Les positions à terme de taux sont présentées en fonction de l'échéance du sous-jacent.



### 3.4. VENTILATION PAR DEVISE DE COTATION OU D'ÉVALUATION DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN (HORS EUR)

	Devise 1 USD		Devise 2 JPY		Devise 3 HKD		Devise N Autre(s)	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>ACTIF</b>								
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Actions et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPC	1 471 004,27	4,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances	229 950,14	0,75	34 205,66	0,11	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	562 288,72	1,84	196 199,25	0,64	275 098,29	0,90	285 282,32	0,93
<b>PASSIF</b>								
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dettes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>HORS-BILAN</b>								
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	4 951 522,44	16,18	730 880,29	2,39	0,00	0,00	0,00	0,00

### 3.5. CRÉANCES ET DETTES : VENTILATION PAR NATURE

	Nature de débit/crédit	28/02/2022
<b>CRÉANCES</b>		
	Ventes à règlement différé	219 870,41
	Souscriptions à recevoir	305 087,39
	Dépôts de garantie en espèces	303 960,30
<b>TOTAL DES CRÉANCES</b>		<b>828 918,10</b>
<b>DETTES</b>		
	Rachats à payer	26 456,48
	Frais de gestion fixe	81 745,65
	Frais de gestion variable	864,71
<b>TOTAL DES DETTES</b>		<b>109 066,84</b>
<b>TOTAL DETTES ET CRÉANCES</b>		<b>719 851,26</b>

### 3.6. CAPITAUX PROPRES

#### 3.6.1. Nombre de titres émis ou rachetés

	En parts	En montant
<b>Part AMILTON SOLUTION I</b>		
Parts souscrites durant l'exercice	153,0804	1 784 292,81
Parts rachetées durant l'exercice	-361,6011	-4 191 313,77
Solde net des souscriptions/rachats	-208,5207	-2 407 020,96
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	412,8279	
<b>Part AMILTON SOLUTION R</b>		
Parts souscrites durant l'exercice	55 836,9027	7 148 501,39
Parts rachetées durant l'exercice	-64 397,5900	-8 271 504,09
Solde net des souscriptions/rachats	-8 560,6873	-1 123 002,70
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	201 962,4767	

#### 3.6.2. Commissions de souscription et/ou rachat

	En montant
<b>Part AMILTON SOLUTION I</b>	
Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises	0,00
Commissions de souscription acquises	0,00
Commissions de rachat acquises	0,00
<b>Part AMILTON SOLUTION R</b>	
Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises	0,00
Commissions de souscription acquises	0,00
Commissions de rachat acquises	0,00

### 3.7. FRAIS DE GESTION

	28/02/2022
<b>Parts AMILTON SOLUTION I</b>	
Commissions de garantie	0,00
Frais de gestion fixes	49 550,92
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,82
Frais de gestion variables provisionnés	0,00
Pourcentage de frais de gestion variables provisionnés	0,00
Frais de gestion variables acquis	19 579,11
Pourcentage de frais de gestion variables acquis	0,32
Rétrocessions des frais de gestion	14,83
<b>Parts AMILTON SOLUTION R</b>	
Commissions de garantie	0,00
Frais de gestion fixes	406 612,99
Pourcentage de frais de gestion fixes	1,57
Frais de gestion variables provisionnés	0,00
Pourcentage de frais de gestion variables provisionnés	0,00
Frais de gestion variables acquis	40 578,06
Pourcentage de frais de gestion variables acquis	0,16
Rétrocessions des frais de gestion	69,81

« Le montant des frais de gestion variables affiché ci-dessus correspond à la somme des provisions et reprises de provisions ayant impacté l'actif net au cours de la période sous revue. »

### 3.8. ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNÉS

#### 3.8.1. Garanties reçues par l'OPC :

Néant

#### 3.8.2. Autres engagements reçus et/ou donnés :

Néant

### 3.9. AUTRES INFORMATIONS

#### 3.9.1. Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire

	28/02/2022
Titres pris en pension livrée	0,00
Titres empruntés	0,00

#### 3.9.2. Valeur actuelle des instruments financiers constitutifs de dépôts de garantie

	28/02/2022
Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine	0,00
Instruments financiers reçus en garantie et non-inscrits au bilan	0,00

#### 3.9.3. Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le Groupe

	Code ISIN	Libellé	28/02/2022
Actions			0,00
Obligations			0,00
TCN			0,00
OPC			867 144,33
Instruments financiers à terme	FR0012830933	AMILTON PREMIUM EUROPE I	867 144,33
<b>Total des titres du groupe</b>			<b>867 144,33</b>

### 3.10. TABLEAU D'AFFECTATION DES SOMMES DISTRIBUABLES

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente au résultat

	28/02/2022	26/02/2021
<b>Sommes restant à affecter</b>		
Report à nouveau	0,00	0,00
Résultat	-482 030,67	-815 957,88
<b>Total</b>	<b>-482 030,67</b>	<b>-815 957,88</b>

	28/02/2022	26/02/2021
<b>Parts AMILTON SOLUTION I</b>		
<b>Affectation</b>		
Distribution	0,00	0,00
Report à nouveau de l'exercice	0,00	0,00
Capitalisation	-47 936,95	-125 177,21
<b>Total</b>	<b>-47 936,95</b>	<b>-125 177,21</b>

	28/02/2022	26/02/2021
<b>Parts AMILTON SOLUTION R</b>		
<b>Affectation</b>		
Distribution	0,00	0,00
Report à nouveau de l'exercice	0,00	0,00
Capitalisation	-434 093,72	-690 780,67
<b>Total</b>	<b>-434 093,72</b>	<b>-690 780,67</b>

**Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente aux plus et moins-values nettes**

	<b>28/02/2022</b>	<b>26/02/2021</b>
<b>Sommes restant à affecter</b>		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes de l'exercice	2 388 954,90	453 927,01
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>2 388 954,90</b>	<b>453 927,01</b>

	<b>28/02/2022</b>	<b>26/02/2021</b>
<b>Parts AMILTON SOLUTION I</b>		
<b>Affectation</b>		
Distribution	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes non distribuées	0,00	0,00
Capitalisation	372 126,97	98 892,14
<b>Total</b>	<b>372 126,97</b>	<b>98 892,14</b>

	<b>28/02/2022</b>	<b>26/02/2021</b>
<b>Parts AMILTON SOLUTION R</b>		
<b>Affectation</b>		
Distribution	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes non distribuées	0,00	0,00
Capitalisation	2 016 827,93	355 034,87
<b>Total</b>	<b>2 016 827,93</b>	<b>355 034,87</b>

### 3.11. TABLEAU DES RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DE L'ENTITÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

	28/02/2018	28/02/2019	28/02/2020	26/02/2021	28/02/2022
<b>Actif net Global en EUR</b>	<b>13 117 867,64</b>	<b>15 050 577,38</b>	<b>34 839 035,67</b>	<b>32 640 909,76</b>	<b>30 598 097,66</b>
<b>Parts AMILTON SOLUTION I en EUR</b>					
Actif net	0,00	1 943 792,18	6 432 472,59	6 845 845,82	4 777 990,62
Nombre de titres	0,00	194,8437	640,4811	621,3486	412,8279
Valeur liquidative unitaire	0,00	9 976,16	10 043,18	11 017,72	11 573,80
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes	0,00	163,85	276,30	159,15	901,40
Capitalisation unitaire sur résultat	0,00	-89,42	-82,64	-201,46	-116,11
<b>Parts AMILTON SOLUTION R en EUR</b>					
Actif net	13 117 867,64	13 106 785,20	28 406 563,08	25 795 063,94	25 820 107,04
Nombre de titres	113 809,0500	116 044,4635	252 031,9699	210 523,1640	201 962,4767
Valeur liquidative unitaire	115,26	112,94	112,71	122,52	127,84
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes	5,05	1,68	3,11	1,68	9,98
Capitalisation unitaire sur résultat	-2,29	-2,01	-1,97	-3,28	-2,14

### 3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS EN EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
<b>Organismes de placement collectif</b>				
<b>OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays</b>				
<b>FRANCE</b>				
AMILTON PREMIUM EUROPE I	EUR	39	867 144,33	2,83
BNPP EASY S AND P 500 EUR HEDGE	EUR	65 000	972 660,00	3,18
GROUPAMA TRESORERIE I	EUR	10	398 372,70	1,30
IXIOS FUNDS IXIOS GLOBAL MINING SICAV ACT S	USD	1 200	1 471 004,27	4,81
OFI ENERGY STRAT MET METAL XL EUR	EUR	30	1 572 058,80	5,14
OFI PRECIOUS METALS PART I	EUR	20	934 388,00	3,05
SEXTANT FRANCE ENGAGEMENT Part F	EUR	6 300	862 596,00	2,82
<b>TOTAL FRANCE</b>			<b>7 078 224,10</b>	<b>23,13</b>
<b>LUXEMBOURG</b>				
Allianz Global Investors Fund - Allianz All China Equity P E	EUR	450	754 290,00	2,46
ALLIANZ GLOBAL INVESTORS FUND ALLIANZ CHINA A SHARES P EUR	EUR	160	283 467,20	0,93
AMUNDI MSCI EMERGING MARKETS UCITETFEU C	EUR	60 000	289 278,00	0,95
BLACKROCK GLOBAL FUNDS CHINA BOND FUND I2 EUR ACC	EUR	200 000	3 602 000,00	11,77
BNP PARIBAS EASY SICAV LOW CARBON 300 WORLD PAB UCITS ETF EU	EUR	60 000	664 854,00	2,17
CANDRIAM AS RT EQ MK N-I EUR	EUR	2 700	4 704 210,00	15,38
FORUM ONE - VCG PARTNERS VIETNAM FUND CLASS C EUR	EUR	35 000	782 950,00	2,56
FULLGOAL INT - FULLGOAL CHINA SMALL CAP GROWTH I1C	EUR	470	1 128 793,83	3,69
HSBC GIF-FRONTIER MKT-I EUR	EUR	20 000	460 160,00	1,51
Indép et Expans Europe Sm Classe I (C)	EUR	6 800	943 976,00	3,09
JPM EM MKT SC-C PERF ACC EUR	EUR	500	80 720,00	0,26
LYXOR EURSTX600 OIL&GAS	EUR	14 000	661 696,00	2,16
MANDARINE GLOBL TRAN-IEURA	EUR	200	330 654,00	1,08
Merrill Lynch Invest Solutions - Merrill Lynch MLCX Commodity	EUR	17 000	2 878 440,00	9,40
MUL SICAV LYXOR MSCI EMERGING MARKETS EX CHINA UCITS ETF CAP	EUR	13 000	289 510,00	0,94
PARVEST EQUITY NORDIC SC-I	EUR	7 000	457 590,00	1,49
SCHRODER INTERNATIONAL SELECTION FUND CHINA A C ACCUMULATION	EUR	6 000	725 546,40	2,38
THEAM QUANT ALPHA COMMODITY J EUR HEDGED ACC	EUR	19 000	2 061 120,00	6,74
<b>TOTAL LUXEMBOURG</b>			<b>21 099 255,43</b>	<b>68,96</b>
<b>TOTAL OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays</b>			<b>28 177 479,53</b>	<b>92,09</b>
<b>TOTAL Organismes de placement collectif</b>			<b>28 177 479,53</b>	<b>92,09</b>
<b>Instruments financier à terme</b>				
<b>Engagements à terme fermes</b>				
<b>Engagements à terme fermes sur marché réglementé ou assimilé</b>				
CD CADUSD 0322	USD	20	-22 658,48	-0,07
EURO STOXX 50 0322	EUR	-15	-5 000,00	-0,01
OSFT TOPIX IN 0322	JPY	5	-1 105,40	-0,01
PE MXNUSD 0322	USD	110	38 372,51	0,12
SP 500 MINI 0322	USD	6	14 957,26	0,05
<b>TOTAL Engagements à terme fermes sur marché réglementé ou assimilé</b>			<b>24 565,89</b>	<b>0,08</b>
<b>TOTAL Engagements à terme fermes</b>			<b>24 565,89</b>	<b>0,08</b>
<b>TOTAL Instruments financier à terme</b>			<b>24 565,89</b>	<b>0,08</b>
<b>Appel de marge</b>				



### 3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS EN EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
APPEL MARGE CACEIS	USD	-34 450	-30 671,30	-0,10
APPEL MARGE CACEIS	JPY	143 000	1 105,40	0,00
APPEL MARGE CACEIS	EUR	5 000	5 000,00	0,02
<b>TOTAL Appel de marge</b>			<b>-24 565,90</b>	<b>-0,08</b>
<b>Créances</b>			<b>828 918,10</b>	<b>2,71</b>
<b>Dettes</b>			<b>-109 066,84</b>	<b>-0,36</b>
<b>Comptes financiers</b>			<b>1 700 766,88</b>	<b>5,56</b>
<b>Actif net</b>			<b>30 598 097,66</b>	<b>100,00</b>

Parts AMILTON SOLUTION R	EUR	201 962,4767	127,84
Parts AMILTON SOLUTION I	EUR	412,8279	11 573,80